

Cabinet S.A.R.R sari
Km 16, Route de Rufisque Thiaroye Azur SEPCO 1 n° 95 BP 20169 Thiaroye Dakar
Tel.: (221)834-32-77 / (221) 834-66-50, GSM: 639-28-20 Fax: (221) 826-60-40,
Email : mdayesarr@meissacana.sn

Cabinet REMIX sari
Ave Albert Sarraut x Niomré, BP 11294 Dakar
Tel. 822 27 53 - Fax. 822 27 54 - Cell. 638 71 39
Email: remix@enda.sn

1
Novembre 1999

OFFRE TECHNIQUE

ECONOMISTE SPECIALISE DU DEVELOPPEMENT RURAL
THEME : INVESTISSEMENT EN MILIEU AGRICOLE ET RURAL

CABINET REMIX
RESEAU D'ETUDES & D'INFORMATION POUR LA
MINIMISATION DES RISQUES D'EXPLOITATION
(Société à responsabilité limitée) au Capital de 500.000FCFA
rc/94/B/595 - NINEA 007 2 398 - NITI: 2 028002/D

CABINET D'ETUDES ET DE CONSEIL
SERVICES APPUI RECHERCHE ET
REPRESENTATION S.A.R.R SARI
(Société à responsabilité limitée) au Capital de 500.000FCFA
RC. B. 1675 - NINEA 0201947 - NITI 2.04.201412/B

200

SOMMAIRE

1- COMPREHENSION DE L'OBJET ET DU RESULTAT ATTENDU	3
<i>(I) EVALUATION EMPIRIQUE DE L'IMPACT DES POLITIQUES ET RÉFORMES AGRICOLES ET RURALES EN COURS ET DANS UN PASSÉ RÉCENT SUR L'EMPLOI ET LA PAUVRETÉ :</i>	<i>3</i>
<i>(II) REVUE CRITIQUE DE LA SITUATION DE L'EMPLOI AGRICOLE ET RURAL AU SÉNÉGAL</i>	<i>3</i>
<i>(III) ENTREPRENDRE UNE ÉVALUATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES POPULATIONS DU MONDE RURAL AUX RESSOURCES DE PRODUCTION DANS LE PAYS À SAVOIR LA TERRE, LE CRÉDIT ET LA TECHNOLOGIE</i>	<i>4</i>
<i>(IV) FAIRE UNE ANALYSE QUANTITATIVE DE LA PRODUCTIVITÉ DE LA MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE AU SÉNÉGAL</i>	<i>4</i>
<i>(V) IDENTIFIER ET FAIRE UNE ANALYSE CRITIQUE DES PRINCIPALES CONTRAINTES À L'INVESTISSEMENT AGRICOLE ET RURAL ET FAIRE DES RECOMMANDATIONS APPROPRIÉES EN VUE DE LEVER CES CONTRAINTES :</i>	<i>5</i>
<i>(VI) RECENSER LES PRINCIPALES STRUCTURES IMPLIQUÉES DANS LA PROMOTION DE L'EMPLOI AGRICOLE ET RURAL ET PROPOSER DES MESURES ET STRATÉGIES APTES À DYNAMISER LEURS ACTIONS ET À LES ORIENTER VERS LA CRÉATION D'EMPLOIS :</i>	<i>5</i>
<i>(VII) RECENSEMENT DES PROGRAMMES ET PROJETS DE RELANCE DU SECTEUR AGRICOLE ET IDENTIFICATION DES SYNERGIES POSSIBLES ENTRE PROGRAMMES :</i>	<i>6</i>
<i>(VIII) FAIRE UN EXAMEN DE L'IMPACT DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET SES IMPLICATIONS POUR L'EMPLOI ET LA PAUVRETÉ :</i>	<i>6</i>
<i>(IX) PROPOSITION DE POLITIQUES ET STRATÉGIES D'ACCROISSEMENT DES INVESTISSEMENTS EN MILIEU RURAL POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI RURAL ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ :</i>	<i>6</i>
2- LE PLAN DÉTAILLÉ DE L'ÉTUDE.....	7
<i>1^{ÈRE} ÉTAPE : REVUE DOCUMENTAIRE (I, II, VII) :</i>	<i>7</i>
<i>2^{ÈME} ÉTAPE : ÉTUDE DES DONNÉES DE TERRAIN (III, IV, 1^E PARTIE VI)</i>	<i>7</i>
<i>3^{ÈME} ÉTAPE : ANALYSES ET RÉDACTION DU RAPPORT D'ÉTUDE</i>	<i>7</i>
3- L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE	8
4- L'ORGANISATION ET CHRONOGRAMME	9
MONSIEUR MBAYE SARR INGÉNIEUR AGRO-ÉCONOMISTE CABINET S.A.R.R. SARL.....	10
SEPTEMBRE- NOVEMBRE 1998 (DOSSIER SUPERVISÉ PAR UN COLLABORATEUR DU CABINET S.A.R.R. SARL).....	12
SEPTEMBRE 1998.....	12
OCTOBRE 1998.....	12
OCTOBRE - DÉCEMBRE 1998.....	12

ECONOMISTE SPECIALISTE DU DEVELOPPEMENT RURAL

THEME : INVESTISSEMENT EN MILIEU AGRICOLE ET RURAL

OFFRE TECHNIQUE

1- COMPREHENSION DE L'OBJET ET DU RESULTAT ATTENDU

(I) EVALUATION EMPIRIQUE DE L'IMPACT DES POLITIQUES ET REFORMES AGRICOLES ET RURALES EN COURS ET DANS UN PASSE RECENT SUR L'EMPLOI ET LA PAUVRETE :

En mettant en place le PASA (Programme d'Ajustement du Secteur Agricole) en Mai 95, l'Etat du Sénégal recherchait la relance du secteur agricole et le bien-être des couches et catégories sociales rurales et les plus démunies ; les objectifs du PASA étaient entre autres les suivants :

- a) réaliser une croissance agricole soutenue ;
- b) renforcer la sécurité alimentaire ;
- c) améliorer les revenus du monde rural et générer des emplois.

La mise en œuvre de programmes en cours aussi importants que le PISA (Programme d'Investissement du Secteur Agricole : PSAOP, PNIR,...) et le Plan Directeur Rive Gauche (PDRG) en vue de réduire la dépendance alimentaire, la pauvreté et l'insécurité alimentaire, vise à générer une croissance plus forte, plus équilibrée et durable. Tout récemment la Décentralisation qui a permis la mise en place de collectivités locales vise à responsabiliser d'avantage les populations rurales dans l'exploitation des ressources. Enfin le Programme de Lutte contre la Pauvreté (PNUD) considère la promotion de l'emploi rural comme un axe majeur.

Le consultant évaluera concrètement l'impact de ces politiques et réformes agricoles citées ci-dessus (liste non exhaustive) sur la situation de l'emploi et la pauvreté au Sénégal.

(II) REVUE CRITIQUE DE LA SITUATION DE L'EMPLOI AGRICOLE ET RURAL AU SENEGAL

En milieu rural le marché du travail est celui qui occupe le plus grand nombre d'actifs, c'est le secteur de l'auto-emploi par excellence. La majorité des ruraux travaille dans les exploitations agricoles familiales dont la production sert à couvrir les besoins alimentaires des ménages et procure des revenus pour payer les autres dépenses alimentaires et non alimentaires. On note ainsi l'existence d'un marché pour des emplois saisonniers de courte durée. Par ailleurs, en raison des contraintes de production agricole, on note une très forte émergence d'activités extra agricoles (activités non agricoles) en milieu rural telles le commerce, l'artisanat et la transformation agro-alimentaire.

Le consultant fera une revue critique de la situation de l'emploi généré par les activités agricoles et extra agricoles au niveau du pays.

- prise en compte des amendements.

c) présentation du rapport final de l'étude

3- L'APPROCHE METHODOLOGIQUE

Le consultant a réalisé en Août 1999 pour le BIT le volet rural au Sénégal (région de Louga) du programme BIT de lutte contre la pauvreté en Afrique PACDEL-Afrique (Processus participatif autonome concerté de Développement de l'Emploi Local).

Dans ce cadre, le consultant utilise une méthode participative et itérative pour réaliser l'étude en trois étapes :

- une étape documentaire à Dakar pour identifier les réformes agricoles et rurales sur l'emploi et la pauvreté, les actions de développement et les intervenants à la relance des activités du secteur et également faire la situation de l'emploi agricole et rural ;

- une étape de terrain de 21 jours dans les différents sites retenus pour recueillir l'expression des besoins des futurs utilisateurs/bénéficiaires, mesurer leur accessibilité aux ressources de production de même que leur performance dans la production et recenser les organismes s'occupant de la promotion de l'emploi rural ;

- une étape d'analyse des données recueillies dans les deux premières étapes ; rédaction, pré-restitution, amendements et restitution du rapport final.

Le consultant proposera la même approche méthodologique pour ce travail. Signalons que le consultant a procédé de la même façon pour deux études réalisées antérieurement :

- en qualité de consultant national sur l'emploi agricole avec une consultante internationale sur l'emploi non agricole dans l'étude sur les perspectives de développement non agricole au Sénégal en Mars 1996 pour le compte du BIT ;

- en qualité de consultant coordonateur national avec une consultante internationale (d'une équipe de 14 consultants dont deux autres internationaux) de la formulation d'un programme de promotion de l'emploi rural dans la région de Tambacounda pour la PNUD/FAO de Novembre 1997 à juillet 1998 (durée du contrat 6 mois sur la période).

4- L'ORGANISATION ET CHRONOGRAMME

Le consultant mettra à disposition la documentation pertinente et l'expérience du cabinet. Le tableau suivant décrit l'organisation et le chronogramme :

Etapes		Chronogramme
Revue pertinente de la littérature appropriée		0,75 semaine
Collecte des données publiées et mise en place d'une base banque de données sur les variables clés		1 semaine
Conception de questionnaires appropriés		0,25 semaine
Enquêtes exhaustives sur le terrain		3 semaines
Analyse rigoureuse des données		2 semaines
Rédaction des résultats et recommandations	Rapport provisoire	1,5 semaine
	Rapport final	0,5 semaine
TOTAL		8 semaines

Boyer

5 – REFERENCE DU CONSULTANT

Monsieur Mbaye SARR Ingénieur Agro-économiste Cabinet S.A.R.R. SARL
né le 3 Novembre 1957 à Dakar, nationalité sénégalaise, marié, 4 enfants.

Expert consultant:

- . Crédit Rural - Caisse d'Epargne et de Crédit - Financement des micro-réalisations et des micro-entreprises ;
- . Promotion des Femmes en milieu rural - Développement participatif et décentralisé- Coop. décentralisée ;
- . Concertation entre les Fédérations d'Organisations Paysannes et Appui aux O.N.G. ;
- . Emploi local agricole et non agricole; Gestion des ressources naturelles ; Convention contre la Désertification.

Diplômes

- 1977-78 BAC D ;
1978-80 1er Cycle Certificats préparatoires aux Etudes Supérieures Agronomiques - Fac Sciences -Dakar ;
1980-82 2ème Cycle Diplôme d'Agronomie Générale (DAG) IAV Hassan II de Rabat. (Maroc) ;
1982-83 Année de spécialisation Diplôme d'Agronomie Approfondie (DAA) INA Paris-Grignon en France
Spécialisation : Sciences économiques et sociales ;
1983-84 3ème Cycle Diplôme d'Ingénieur Agronome d' Etat IAV Hassan II Sp : Economie et Gestion ;
1986 Inscription en 1ère année de Doctorat de l'INA-PG – suspension en 1990.

Expérience professionnelle:

- Avril 1985- Oct 1986 : Direction de l'Agriculture-Div. des Etudes ; FAO PCT/SEN/4507 ; CONACILSS
Nov. 1987 Cabinet du Ministre du Développement rural et projet FAO PCT/SEN/6755
Août 1990 Projet d'Assistance Technique aux Opérations Bancaires Mutualistes
au Sénégal (ATOBMS) - Gouvernement/Banque mondiale/ACDI (SDID)
Nov. 1992 Cellule d'Assistance Technique aux Caisses populaires d'Epargne et de Crédit (Cellule AT/CPEC).
Fév. 1995 Expert - Consultant indépendant.
Août 1997 : Directeur Général du Cabinet d' études et de conseil « S.A.R.R. SARL »

Travaux de consultation

- Sept. 1985 à Sept. 1986
Expert national dans le CTP/SEN/4507 de la FAO de la préparation de la réunion sectorielle Agriculture entre le
Gouvernement du Sénégal et les Bailleurs de Fonds - Elaboration de 12 documents sur toutes les filières de
développement rural au Sénégal
- Mars à Mai 1989 :
Expert agro-économiste dans l'étude comparative des programmes de crédit agricole et l'étude d'un plan d'action
en matière d'Epargne et de Crédit sous la responsabilité de l'IRAM (France)
- Août à Octobre 1989
Expert agro-économiste dans l'étude sur le financement de l'Agriculture au Sénégal / PAS
- Mai 1990
Expert-consultant sous la responsabilité de l'IRAM (France) dans l'étude de faisabilité sur le Projet d'Appui à
l'Epargne et au Crédit Rural.
- Juin 1990
Expert-consultant associé à l'étude de l'Evaluation du Projet soutien à la Production Agricole (APS) - volet crédit
rural sous responsabilité de DEVRES (USA)

Avril à Juin 1991

Expert-consultant dans l'étude sur le Plan de Développement à Moyen terme et sur la Privatisation de la CNCAS sous la responsabilité conjointe de la SIBI et AGRAL (France).

Avril à Juillet 1992

- Expert-consultant du Bureau International du Travail (BIT) sur : "Etude de faisabilité d'un projet d'appui à la FONGS -Action paysanne en vue de la création de caisses locales de crédit rural affiliées à la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal"
- Expert-consultant du PNUD/BIT/FAO en financement du développement dans la mission de formulation du programme cadre I "Promotion du Développement Humain" par le PNUD

Juillet – Novembre 1992

- Expert-consultant ENDA-GRAF sur : "Analyse des approches et des résultats de dix (10) expériences locales d'épargne et/ou de crédit au Sénégal"
- Expert-consultant BIT/pays-Bas/Ministère Chargé de la Femme sur volet crédit autogéré dans formulation du "projet d'appui technologique aux groupements féminins ruraux"
- Expert-consultant CNCAS/Fondation FORD/FONGS sur un "programme de recherche-action sur les mécanismes de financement alternatif du développement rural".

Avril à Juillet 1993

- Etude du CNCR pour la réforme du Crédit Rural au Sénégal dans le cadre de la mise en œuvre du Plan à Moyen terme de Privatisation de la CNCAS
- Etude de proposition d'un programme d'actions pour la mise en place de la Caisse d'Epargne et de Crédit du quartier de Wakhinane (Guédiawaye) en collaboration avec le Programme d'Appui SMEC-BIT/BCEAO et l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP)

Janvier – Mai 1994

- Expert de FODO/FAO : types de financement et systèmes de crédit GCP/SEN/037 /NET-DEFCCS
- Publication par le BIT du document intitulé "Emploi et Travail des Femmes au Sénégal" coordonné par Mbaye SARR dans le cadre du 75e anniversaire du BIT.
- Etude pour l'opérationnalisation" du double système d'épargne et de crédit du CNCR

Avril-Mai 1995

Consultant FAO et UPA/ M. Agriculture Projet d'Appui à l'intensification de la production vivrière en Basse Casamance avec le CADEF/CORD et à Podor avec l'UJAK/FONGS

Juillet - Décembre 1995

- Contrat de collaboration au CNCR : préparation, exécution et suivi de ses programmes ¹
- Formation-action, à la demande de la Fondation Frédéric EBERT, au profit des artisans membres des chambres de métiers des régions de Thiès, Diourbel, Fatick, Louga et Kaolack, sur le thème "les mutuelles d'épargne et de crédit : définitions, principes, fonctionnement, environnement juridique, produits d'épargne et de crédit, proposition d'une politique de crédit, administration - contrôle - gestion, gestion des ressources."
- Formulation du projet d'appui institutionnel de la fédération nationale des groupements d'intérêt économique d'horticulteurs du Sénégal (FNGIE/H)
- Formulation du "projet de promotion des mutuelles de solidarité de la Fédération Nat. grpts de promotion féminine du Sénégal (FNGPFS)/Fonds de Contre Partie Sénégalo-suisse.

Janvier – Juin 1996

- Consultant dans le comité de réflexion sur le financement de l'Agriculture du Sénégal mis en place et présidé par la BCEAO/siège
- Consultant BIT sur "l'analyse des incidences du développement agricole sur l'emploi local" avec PEGASE Développement (Montpellier - France).
- Consultant CNCR/Banque mondiale sur le programme de professionnalisation de la fédération Nationale des GIE d'Horticulteurs. PSAOP
- Consultant associé à PEGASE Montpellier: évaluation intermédiaire du projet pilote de coopération décentralisée dans les dpts de Mbour et Bignona (CIEPAC/U.E. LB 7-5077)
- Consultant FAO GCP/SEN/038 Reboisement/PRECOPA "la consolidation des mécanismes de financement mis en place par le projet dans l'optique d'une autopromotion rurale".

Septembre - Octobre - Novembre - Décembre 1996 / Janvier - Février - Mars 1997 / Août 1997
Consultant CILSS / CLUB DU SAHEL sur : Réflexion sur Programme d'Action National (PAN)/Convention des Nations - Unies sur la lutte contre la désertification : études de cas au Mali, au Sénégal, en Mauritanie, au Cap Vert , au Burkina Faso et au Niger.

Mars - Septembre 1997 / janvier 1998

Pour le compte du Projet d'appui aux ONG (USAID) : suivi ou évaluation de fonds de roulement, de caisse d'épargne et de crédit, de système de crédit ou de banques villageoises de 10 ONG (ACA, CONACAP, ADPES, ASPAB, AAJAC/COLUFIFA, ARLS, ASREAD, Rodale inter., ATI, CRS)

Mai à Août 1997

Consultant du GRS (M. Agriculture - Banque mondiale) sur le rôle du secteur privé dans l'agriculture

Août à décembre 1997 / janvier 1998 / Mars- juin 1998

- Projet Appui au Programme National de Foresterie Rurale GCP/SEN/O42/NET : Réalisation d'un guide méthodologique sur les micro-réalisations (MRL)
- Programme cadre II Etude pour la restructuration de la station maïs de Keur Samba Guèye
- Financement et crédit à filière arachide, sous l'égide de ICEA Entreprises (France)
- Formulation programme cadre emploi rural dans la région de Tamba PNUD/FAO/D.Emploi.

Février-mars 1998

Etude l'épargne et le crédit du projet de gestion des ressources naturelles (PGCRN/USAID).

Juin 1998 à août 1998

Juin-juillet 1998 Juin-juillet 1998 Juin-juillet 1998 Juin-juillet 1998 Juin-juillet 1998 Juin-juillet 1998 Juin-juillet 1998 Juin-juillet 1998 Juin-juillet 1998 Juin-juillet 1998

Consultant principal de l'étude sur l'appui institutionnel et le renforcement de capacités du programme national d'infrastructures rurales (PNIR) – UPA M.Agriculture/Banque Mondiale,

Septembre 1998

Consultant principal de l'étude sur le crédit de l'ONG WINROCK INTERNATIONAL.

Juin-juillet 1998 Juin-juillet 1998

Septembre- Novembre 1998 (dossier supervisé par un collaborateur du Cabinet S.A.R.R. SARL)

Etude relative à la mise en place d'une mutuelle d'épargne et de crédit. Association des Femmes Restauratrices du Sénégal (AFRES) – Fondation du Secteur Privé.

Septembre 1998

Proposition d'un plan de travail d'Assistance technique à la mise en place d'un système de crédit et d'épargne du PGCRN/USAID.

Octobre 1998

Description des deux Programmes de Recherches du Cabinet SARR : (i) Activités de Crédit et d'Epargne Informelles (ACEI) et (ii) Décentralisation et Fiscalité locale.

Octobre - Décembre 1998

Préparation pour le compte du Gouvernement du Sénégal de la Lettre d'intention pour le Développement Rural Décentralisé (LIDRD). UPA/ M. Agriculture – Banque mondiale.

Novembre – Décembre 1998

Mission pour la création de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR). Etude des mécanismes de financement. Participation à l'étude avec le Cabinet Performances Management Consulting ; chargé de l'étude des filières agricoles et de la compétitivité, (commercialisation, analyses demande et offre) et la taxation et prélèvement sur les produits agricoles.

Novembre - Décembre 1998

Supervision pour le compte du Cabinet S.A.R.R. de l'étude FAO/Rome (SDAR) sur l'élaboration de matériaux pédagogiques (Kit) sur la Décentralisation, en appui à la FONGS.

Préparation de l'étude de cas au Sénégal et animation d'un séminaire sur le thème de la Décentralisation face au PISA - Rapport sur le Sénégal disponible en décembre 1998.

Décembre 1998 – Janvier 1999

Etude relative à la Bancarisation de la région de Tombouctou au Mali , FENU New York, PNUD/FENU Bamako et Guichet Microfinance de la BOAD Lomé.

Janvier – Février 1999

Supervision pour le compte du Cabinet S.A.R.R. de l'étude relative à la sélection des communautés rurales (présélection dans 9/10 régions du Sénégal de 100 CR à visiter et sélection de 80 CR) de la phase I du PNIR (programme national d'infrastructures rurales) – Ministère de l'Agriculture/UPA – Financement Banque mondiale.

Janvier – Mars 1999

Supervision pour le compte du Cabinet S.A.R.R. des ses deux Programmes de recherches :

- Activités de Crédit et d'Epargne Informelles (ACEI) :

Thème 1 : La microfinance dans les groupements villageois

Activités de microfinance au niveau des groupements villageois dans 100 communautés rurales du Sénégal dans 8/10 régions du Sénégal – Rapport (1^{ère} version) disponible le 15 mars 1999 ;

- Décentralisation et Fiscalité locale

Thème 1 : la mise en œuvre des Lois et Règlements

Le point sur la mise en œuvre de la loi sur la Décentralisation et la loi sur le domaine national dans 100 communautés rurales du Sénégal dans 8/10 régions du Sénégal – Rapport (1^{ère} version) disponible le 23 mars 1999 et Restitution prévue au séminaire national des élus locaux sur le foncier prévu en avril ou mai 1999.

Janvier - Février 1999

Consultation pour le compte du PNUD Bamako (Mali) sur les activités de micro-crédits menées par 6 programmes/projets PNUD en accompagnement ou en support à des actions de développement, d'investissement, etc... (ACODEP dans 3 régions, Appui à la Promotion des femmes 6 régions, Forêts de Kita en région de Kayes, Projet Développement zone lacustre dans la région de Tombouctou , Projet Femmes et Energies nouvelles et renouvelables dans 3 régions et Programme CAR/Nord dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal).

Mai 1999

Consultant dans la mission d'évaluation externe de l'AFOP (Association de Financement des Organisations Paysannes) du Burkina Faso - du 8 au 28 Mai 1999- Financement Coopération Suisse.

Juin 1999

Consultation pour la FAO sur la confection du Manuel 4 sur la décentralisation, volume 1 : « la décentralisation au Sénégal », volume 2 : « Les organisations paysannes face à la décentralisation » - Financement FAO/FONGS/TCP/SEN/6713.

Juillet-Août 1999

* Consultation sur les Expériences sur la mise en œuvre de l'Accord sur l'Agriculture (ASA) du cycle de l'Uruguay round – Etude de cas du Sénégal – FAO-ESCP.

* Formulation d'un Programme Participatif de lutte contre la Pauvreté (PACDEL dans la région de Louga (Sénégal) – Volet rural – BIT/ACOPAM

Août-Septembre 1999

Consultation sur un Programme d'Intervention au profit des Caisses villageoises et Caisses d'épargne et de crédit de de la Fédération des ONGS du Sénégal (FONGS) – Action Paysanne : Etat des lieux et élaboration d'un programme d'appui au profit de 97 caisses villageoises de 9 associations dans 4 coordinations régionales (Thiès, Kaolack, Saint Louis et Ziguinchor) de la FONGS – Financement FONGS.

Septembre 1999

Mise en place d'un Programme de Recherche- action (PRA) sur « l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et la Mise en œuvre de l'Accord sur l'Agriculture (AsA) » - Recrutement d'un consultant junior responsable de ce PRA avec la supervision de deux consultants seniors en appui et en supervision – Financement Cabinet SARR SARL – durée phase pilote 6 mois (septembre 1999- mars 2000).



PRESENTATION GENERALE



Cabinet d'Etudes et de Conseil Service Appui Recherche Représentation S.A.R.L. SARL Km 16, Route de Rufisque, Thiaroye Azur SEPCO I n° 95
BP 20169 Thiaroye Dakar (Sénégal), TEL : (221) 834-32-77 / 834-66-50, GSM : 639-28-20 Fax : (221) 826-60-40, Email : mbayesarr@metissana.sn



NOTRE MISSION & NOS OBJECTIFS

MISSION

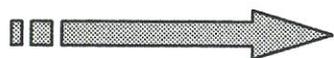
Contribuer à la résolution des problèmes de développement en Afrique et dans les pays en développement en mettant à la disposition des Organisations Paysannes, et socio-professionnelles des particuliers, des entreprises, des Organisations Non Gouvernementales et des Gouvernements, des Services:

- d'appui
- de conseil
- de recherche
- de représentation

Dans ce cadre, la vision du Cabinet S.A.R.R. est l'obtention par le demandeur de services de résultat social et économique observable pour chaque étape de l'intervention. Pour ce faire, la stratégie du Cabinet S.A.R.R. est d'accompagner le demandeur de services dans l'ensemble de ses choix à moyen et long termes, concernant les objectifs concrets des programmes, les politiques et les plans d'actions

OBJECTIFS

- Réaliser des études sur les problèmes liés au développement socio-économique des pays de la sous région, africains et en développement
- Appuyer les Organisations Paysannes et Socio-Professionnelles, les entreprises, les Organisations Non Gouvernementales, les Gouvernements et les particuliers, dans l'identification et la planification d'activités et de services adaptés et efficaces, et dans la mise en place de systèmes de gestion performants
- Aider les institutions dans la mise en œuvre de plans et programmes de formation
- Exécuter des Recherche-Action sur les activités de crédit informelles en milieu rural et urbain, et sur la décentralisation



NOS DOMAINES D'INTERVENTION

2

CREDIT/EPARGNE ET MICROFINANCE

- crédit rural, caisse d'épargne et de crédit
- étude des systèmes financiers décentralisés (SFD), intermédiation financière
- financement des micro-réalisations, des micro-entreprises et des entreprises

DECENTRALISATION

- renforcement de capacités au profit des élus locaux et de la société civile
- décentralisation et fiscalité locale
- planification locale, gestion et organisation des collectivités locales et des services déconcentrés
- développement participatif et décentralisé, et coopération décentralisée

ETUDES SECTORIELLES

- agriculture au sens large, filières agricoles et agro-industrielles, transformation, stockage et conservation des produits agricoles
- gestion des ressources naturelles et de l'environnement, protection de la nature
- machinisme agricole, hydraulique rurale, génie rural
- foresterie rurale
- statistiques
- genre et développement humain durable
- artisanat et promotion des créneaux porteurs
- développement urbain et gestion municipale
- gestion de la recherche

FORMATION

- identification des besoins en formation, développement de plans et programmes de formation
- formation en gestion et organisation, organisation et animation de séminaires, conception de matériels didactiques
- communication



PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT

- identification d'idées de projets, études de faisabilité, formulation de projet et de programme cadre
- diagnostic organisationnel et institutionnel, planification stratégique, planification opérationnelle
- mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation interne, évaluation externe
- promotion des femmes en milieu rural et urbain
- développement agricole et rural, autosuffisance et sécurité alimentaire, rôle du secteur privé dans l'agriculture, emploi local agricole et non agricole
- développement et financement de l'artisanat rural et urbain
- concertation entre les fédérations d'organisations paysannes et professionnalisation
- appui aux organisations non gouvernementales (ONG)
- suivi des petits projets et des projets agricoles, hydroagricoles et ruraux
- stratégies de recherche de financement, financement publique
- commerce international

GESTION DES ENTREPRISES

- études de marché, marketing
- mise en place des systèmes de gestion, gestion de la production et des opérations, gestion des approvisionnements et des stocks,
- gestion de la qualité des industries agricoles et agro alimentaires
- gestion des entreprises, études de rentabilité

AUTRES DOMAINES

- les enquêtes en milieu rural et urbain
- les services informatiques et de communication
- la recherche-action et la recherche-développement
- la production et la commercialisation de biens et services
- le conditionnement et le transport de produits
- les études techniques: procédés de fabrication et normes



NOTRE EQUIPE

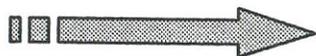
4

Composée d'hommes et de femmes ayant des expériences diversifiées, elle comprend les profils suivants:

- ★ Agro - économistes et socio-économistes
- ★ Economistes - financiers et Analystes financiers
- ★ Ingénieurs Agronomes et Ingénieurs des Travaux Agricoles et Techniciens Supérieurs
- ★ Juristes - fiscalistes, Juristes droit privé
- ★ Sociologues
- ★ Environnementalistes et spécialistes de la gestion des ressources naturelles
- ★ Spécialistes en management stratégique des organisations, en développement institutionnel et en formation
- ★ Interprétariat bilingue (Anglais/Français)
- ★ Conseillers en organisation
- ★ Une équipe d' enquêteurs spécialisés

Cette équipe est appuyée par un dispositif comprenant :

- ★ Un local équipé (R+2), un parc informatique, un véhicule 505 Break, 3 lignes de téléphone, un fax et e-mail
- ★ Une équipe permanente d'appui (2 secrétaires, 1 comptable, 1 agent administratif, 1 gardien)
- ★ Une équipe permanente d'une dizaine de consultants de haut niveau et d'associés aux recherches
- ★ Un réseau intense et diversifié de consultants - associés expérimentés dans de nombreux domaines techniques



REFERENCES DU CABINET

5

Août 99:

* Programme d 'Intervention au profit des Caisses Villageoises et de Caisses d 'Epargne et de Crédit de la FONGS: Etat des lieux et élaboration d 'un programme d 'appui - **Financement FONGS**

Août 99:

* Campagne de diffusion du droit par les radios rurales francophones (Afrique de l 'Ouest, Afrique de l 'Est et de l 'Océan Indien) - Projet Fonds d 'Appui à la Modernisation de la Justice n°5 - Projet initié et monté par la Direction de la Coopération Juridique et Judiciaire (Suisse) en collaboration avec INTERMEDIA Consultants Berne et le programme de « radios rurales » - **Agence de la francophonie**

Juillet - Août 99:

* Expériences sur la mise en œuvre de l 'Accord sur l 'Agriculture (ASA) du cycle de l 'Uruguay - Etude de cas du Sénégal - **FAO**

* Formulation du Programme Participatif de Lutte contre la Pauvreté (PACDEL) dans la région de Louga (Sénégal) - Volet Rural - **BIT/ACOPAM**



REFERENCES DU CABINET

6

Juin 99:

*Rédaction pour la FAO du Manuel 4 sur la décentralisation, volume 1: « La décentralisation au Sénégal », volume 2: « Les organisations paysannes face à la décentralisation » - **Financement FAO/FONGS/TCP/SEN/6713**

Mai-Juin 99 :

* évaluation des activités de l'ADENA (Association pour le Développement de Namarel et environ) dans la vallée du fleuve Sénégal et une partie du Ferlo financement **OXFAM - Grande Bretagne**

* Mai 99 : Mission d'évaluation externe de l'AFOP (Association de Financement des Organisations Paysannes) du Burkina - Faso - Ouagadougou du 08 au 28 Mai 99 **Financement coopération Suisse**

* Mars 99 : **Programme de recherche** du Cabinet S.A.R.R
Etude relative au Programme Pilote d'Appui (Recherche-Action) des activités **Crédit-Epargne Informelles (ACEI)**
- **Financement Cabinet S.A.R.R.** - Démarrage du programme Avril 1999 - Juin 2 000 dans 3 régions

* le point sur quelques aspects de l'application des lois de 1996 sur la décentralisation et la loi sur le domaine national dans 100 communautés rurales dans 8/10 régions du Sénégal - **Financement Cabinet S.A.R.R**

* activités de microfinance au niveau des groupements villageois dans 100 communautés rurales du Sénégal dans 8/10 régions du Sénégal- **Financement Cabinet S.A.R.R**

Janv-Fév 99 :

* consultation pour le compte du **PNUD Bamako (Mali)** sur les activités de micro-crédits menées par le PNUD en accompagnement ou en support à des actions de développement, d'investissement, etc.. (ACODEP, Promotion des femmes et forêts de Kita dans le District de Bamako ; Projet zone lacustre dans la région de Tombouctou ; et programme CAR/Nord dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal) - **Financement PNUD Bamako**

Janv-Mars 99 : **Ministères de l'Agriculture/UPA-Financement Banque Mondiale**

* étude relative à la sélection des communautés rurales (présélection dans 9 régions du Sénégal de 100 CR à visiter et sélection de 80 CR) de la phase I du PNIR (programme national d'infrastructures rurales) du PISA du Sénégal

* étude relative à l'évaluation des capacités des institutions dans le cadre de la phase I du PNIR (programme national d'infrastructures rurales)

*étude relative au système financier du PNI - UPA/Financement Banque Mondiale



REFERENCES DU CABINET

7

- Déc-Janv 99
* étude relative à la **Bancarisation de la région de Tombouctou au Mali, FENU New York, PNUD/FENU Bamako et Guichet Microfinance de la BOAD Lomé (Togo)**
- Oct.-Déc. 99 : **Unité de Politique Agricole (UPA) - Banque Mondiale**
*rédaction pour le compte du Gouvernement du Sénégal de la « **Lettre d'Intention pour le Développement Rural Décentralisé** » avec la collaboration d'un expert de l'UPA et d'un expert de la Banque Mondiale
- * Nov-Déc 98 :
mission pour la création de l' **Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR)**.
Etude des mécanismes de financement. Participation à l'étude coordonnée par le Cabinet Performances Management Consulting ; chargé de l'étude des filières agricoles compétitivité, (commercialisation, analyses demande et offre) et la taxation des produits agricoles - **Financement Banque Mondiale**
- *Déc 98-Mars 99 :
mission **FAO Rome (SDAR)** sur l'élaboration de matériaux pédagogiques sur la décentralisation. Préparation de l'étude de cas au Sénégal et animation d'un atelier sur le thème de la décentralisation face au PISA, en l'adaptant aux attentes et besoins de la **FONGS** et au public concerné - **Financement FAO/FONGS/TCP/SEN/6713**
- *Sept-Déc 98 :
assistance technique à la mise en place d'un système de crédit et d'épargne au sein du **PGCRN** au Sénégal (proposition)
- *Sept-Oct 98 :
étude relative à la mise en place d'une mutuelle d'épargne et de crédit. **Association des Femmes Restauratrices du Sénégal (AFRES)** - Financement Fondation du Secteur Privé
- *Sept 98 :
Symposium International : Développement des capacités des ONG et Associations à la base - « expérience du Projet d'appui aux ONG (**PAONG**) et leçons tirées » Saly Portudal - Sénégal - **Financement USAID**
- *Sept 98 :
étude sur le crédit de l'ONG **Winrock International** - Financement Winrock International
- *Juin-Sept 98 :
étude sur l'Appui Institutionnel et le Renforcement de Capacités du Programme National d'Infrastructures Rurales (**PNIR**)
Ministère de l'Agriculture (UPA) - Financement Banque Mondiale



REFERENCES DU CABINET

8

*Juin 98 :

« Expériences innovatrices » - réseau de caisses d'épargne et de crédit des femmes de Grand-Yoff - **FAO/PRG/0632/INT/96/902**

Mai 98 :

*suivi trimestriel du projet EGAB-CRS des banques villageoises de Barkédji (département de Linguère) financée par **NGO/SUPPORT PROJECT/USAID**

*Mars-Juil 98 :

Formulation d'un programme cadre emploi rural dans la région de Tambacounda (suite) **(FAO) - Financement PNUD**

Fév 98 :

*étude sur l'épargne et le crédit dans le cadre du Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles **(PGCRN)** financé par l'**USAID**

Janv 98 :

*évaluation finale du projet de l'**ONG ATI** (Appropriate Technology International) financé par **NGO/SUPPORT PROJET/USAID**

Nov 97- Janv 98

*formulation d'un programme cadre emploi rural dans la région de Tambacounda (une équipe de 15 consultants) **PNUD/FAO/Direction Emploi, consultant spécialiste du développement rural** membre de l'équipe de base de coordination (2 consultants + 2 cadres de la Direction de l'Emploi)

Déc 97-Janv 98:

*Consultant National en Transformation des produits agricoles 'Promotion Emploi Rural dans la région de Tambacounda au Sénégal' **FAO/SPPD/SEN/97/001/08/12 Programme PNUD/FAO/Direction de l'Emploi**

Août 97 -Janv 98

***Programme Cadre II « Développement du secteur privé et promotion de l'emploi » SEN/92/016 composante III « Appui au développement du secteur privé »** Etude pour la restructuration de la station maïs de Keur Samba Guèye (département de Foundiougne) - **Financement PNUD**

*Août-Déc 97 : projet Appui au **Programme National de Foresterie Rurale GCP/SEN/042/NET** réalisation d'un guide méthodologique sur les micro-réalisations (MRL) ;



REFERENCES DU CABINET

9

Août-Déc 97 :

*Comité National Interprofessionnel sur l'arachide (CNIA)/Union Européenne; financement et crédit à la filière arachide, étude réalisée sous l'égide de ICEA Entreprises (bureau d'études français) - **Financement Union Européenne**

Mai-Août 97 :

*consultant du Groupe de Réflexion Stratégique (GRS) M. Agriculture-Banque Mondiale sur le rôle du secteur privé dans l'agriculture Sénégalaise - **Financement Banque Mondiale**

*consultant CILSS à Ouagadougou (Burkina Faso) sur : Processus d'élaboration des programmes d'action national (PAN) dans les pays du CILSS et de préparation du programme d'action sous-régional (PASR) en Afrique de l'Ouest ; dans le cadre de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification - rapport de synthèse - **Financement CILSS**

*Mars-Sept 97 : pour le compte du **Projet d'Appui aux ONG (USAID):**

*mission de suivi trimestriel du projet de l'ONG ACA (formation et crédit), région Dakar, Thiés et Kaolack

*mission de suivi trimestriel du projet de l'ONG CONACAP (caisse d'épargne et de crédit)

*élaboration d'un plan d'urgence de l'ONG CONACAP, région Dakar, Thiés, Louga et Saint Louis

*évaluation à mi-parcours du projet de l'ONG ADPES (mise en place d'un système de crédit adapté dans le milieu de l'artisanat urbain)

*mission de suivi trimestriel du projet de l'ONG ASPAB (gestion des ressources naturelles et crédit), région de Thiés

*évaluation finale du projet de production de sésame de l'association AJAC/COLUFIFA à Sédhiou, région de Kolda

*mission de suivi trimestriel du projet de l'ONG ASREAD (maraîchage /arboriculture, sylviculture/élevage avicole), région de Louga

*mission d'assistance technique du projet de l'association ARLS (santé et crédit), région Thiés et Diourbel

*évaluation à mi-parcours du projet de l'ONG Rodale international (crédit, formation, gestion des ressources naturelles), région de Saint Louis
Tambacounda



REFERENCES DU CABINET

10

Janv-Mars 97 :

- * consultant **CILSS** pour une mission **CILSS/CLUB du Sahel** sur : réflexion sur programme d'action national (PAN), organe national de concertation (ONC), partenariat dans le cadre de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique- **Financement CILSS/CLUB DU SAHEL**
- étude dans d'autres pays du **CILSS** pour cet exercice : **le Cap-Vert, le Burkina Faso et le Niger**
- élaboration de la synthèse générale de l'étude dans les 5 pays (y compris le Mali et le Sénégal)
- élaboration d'un document de travail sur le bilan de la mise en œuvre de la convention des nations Unies sur la désertification dans les pays membres du **CILSS**

Nov 96 :

- *consultant du **CILSS** au groupe de travail **GRN/CILSS/Club du Sahel** et au séminaire du Secrétariat Intérimaire de la Convention Internationale de Lutte contre la Désertification du 15 au 23 Novembre 1996 à **Nouakchott (Mauritanie) - Financement CILSS/CLUB DU SAHEL**

Sept-Déc 96 :

- *consultant **CILSS** pour une mission **CILSS/CLUB du Sahel** sur : réflexion sur programme d'action national (PAN), organe national de concertation (ONC), partenariat dans le cadre de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique - **Financement CILSS/CLUB DU SAHEL**
- étude dans les pays du **CILSS** les plus avancés pour cet exercice : **le Mali et le Sénégal**, Octobre 1996
- consultant du Club du Sahel au séminaire régional sur **Sahel 21** organisé par le **CILSS** du 28 au 31 Octobre 1996 Dakar - (Sénégal)



REFERENCES DU CABINET

11

Août-Sept 96 : pour le compte du **Projet d'Appui aux ONG (USAID)**

- * mission de démarrage/suivi du projet de l'**ONG CONACAP** (caisse d'épargne et de crédit), région Dakar, Thiés, Louga
- * mission de démarrage/suivi du projet de l'**ONG ACAPES** (formation et crédit en milieu urbain), région Dakar

Mai-Juin 1996 :

- * consultant **FAO** en qualité d'agent d'exécution du **projet GCP/SEN/038 (FIN)**.
Reboisement communautaire dans le Bassin Arachidier (**PRECOBA**) à Fatick sur « la consolidation des mécanismes de financement mis en place par le projet dans l'optique d'une autopromotion rurale »

Mai 96 :

- * consultant associé à **PEGASE Développement -Montpellier-(France)** dans le cadre de l'évaluation intermédiaire du projet pilote de **coopération décentralisée** dans les départements de **Mbour et Bignona** au Sénégal (initié par le **CIEPAC**) pour le compte de l'**Union Européenne (LB 7-5077)**

Avril-Mai 96 :

- * consultant **CNCR/Banque Mondiale** sur le programme de professionnalisation de la fédération Nationale des GIE d'Horticulteurs.
Programmes Services Agricoles et Organisations des Producteurs (PSAOP) - Financement Banque Mondiale

Avril 96 :

- * consultant **BIT** sur une revue-synthèse des études sur l'artisanat et le développement local (10 études)
Thème : « la croissance et la compétitivité de l'artisanat et ses statuts et rôle dans les systèmes productifs locaux et développement /mutations ». **Financement BIT**

Mars-Avril 96 :

- * consultant **Ministère de l'Agriculture (DPV)/Union Européenne projet n°7 SE 11** sur « l'avifaune granivore nuisible aux cultures dans la zone du fleuve Sénégal : diagnostic actuel de la situation » - propositions d'un plan d'action immédiat et d'un projet de lutte et/ou de contrôle durable avec implication des populations locales - **Financement Union Européenne**



REFERENCES DU CABINET

12

Fév-Mars 96 :

*consultant BIT sur « l'analyse des incidences du développement agricole sur l'emploi local » avec **PEGASE Développement (Montpellier - France) - Financement BIT**

Janv-Fév 96 :

*consultant en appui au **CNCR** dans le cadre de la préparation et du déroulement de la mission de pré-évaluation de la **Banque Mondiale/Caisse Française de Développement sur le Programme Services Agricoles**

*consultant dans le comité de réflexion sur le financement de l'Agriculture du Sénégal mis en place et présidé par la **BCEAO/siège**

Nov-Déc 95 :

*appui à la préparation et à l'animation du Forum national **CNCR/APCR** (Association des Présidents de Communauté Rural) en présence de partenaires au développement à Kaolack - **Financement Fondation Frédéric Ebert**

Juillet-Octobre 95 :

Formulation de projet/programme pour le **CNCR - Financement CNCR**

*Projet « productions agro-pastorales du **GIE PAGRO** » à Ronkh communauté rurale de Rosso - Sénégal

* « projet de promotion des mutuelles de solidarité de la Fédération Nationale des Groupements de Promotion Féminine du Sénégal » (**FNGPFS**) **Fonds de Contre Partie Sénégal-Suisse**

*Projet « Intensification et modernisation agricole pour la redynamisation de l'Union des GIE - Entente des groupements associés du Sénégal (**UGIE-EGAS**) »

*Projet d'appui institutionnel de la fédération nationale des groupements d'intérêt économiques d'horticulteurs du Sénégal (**FNGIE/H**)



REFERENCES DU CABINET

13

Oct-Nov 95 :

*formation-action, à la demande de la **Fondation Frédéric EBERT**, au profit des artisans membres des chambres de métiers des régions de Thiès, Diourbel, Fatick, Louga et Kaolack, sur le thème « les mutuelles d'épargne et de crédit : définitions, principes, fonctionnement, environnement juridique, produits d'épargne et de crédit, proposition d'une politique de crédit, administration - contrôle - gestion, gestion des ressources » - **Financement Fondation Feréric Ebert**

Juil-Août 95 :

*participation à l'identification du volet irrigation à moindre coût du **programme sécurité alimentaire Sénégal/FAO** - **Financement FAO/CNCR**

Juil-Déc 95 :

*contrat de collaboration extérieure au **Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR)** dans le cadre de la préparation, de l'exécution et du suivi de ses programmes (réflexions et analyses stratégiques, suivi programmes FAO, FRAO, assainissement du crédit aux producteurs, ACOPAM/BIT, autres tâches et missions spécifiques à conduire) ; à raison d'une durée de 65 jours sur la période utilisée suivant une programmation en fonction des besoins d'appui du CNCR - **Financement CNCR**

Fév-Mai 95 :

*consultant **FAO** et l'**Unité de Politique Agricole (UPA)** du **Ministère de l'Agriculture** pour l'achèvement des propositions concernant la phase pilote du Projet d'Appui à l'intensification de la production vivrière en Basse Casamance avec le **CADEF/CORD** et à Podor avec l'**UJAK/FONGS** et l'élaboration des plans d'opération des deux projets pilotes - **Financement FAO/UPA**

Janvier 1995 :

*consultant dans l'évaluation par une **mission FAO** des périmètres irrigués du **HCR** dans la vallée du Fleuve Sénégal - **Financement HCR**



PERSONNES RESSOURCES

14

1/Equipe de Consultants Permanents du Cabinet SARR. Sarl

- M. Mbaye SARR, ingénieur Agroéconomiste,, 15 ans d 'expériences, Directeur Général
- M. Amadou Moustapha MBA YE, ingénieur agroindustriel, 14 ans d 'expériences
- M. Cheikh BA, Juriste - Fiscalité locale, 14 ans d 'expériences
- M. Assane SAGNE, MBA, MGP, Planificateur,socio-économiste, gestion des organisaitons et en formation, 17 ans d 'expériences
- M. Aly SAMBE, Economiste, spécialiste en microfinance, 14 ans d'expériences
- M. Gorgui SAMBE, Economiste, 13 ans d 'expériences
- M Tahibou SARR, Juriste, droit privé, 2 ans d 'expériences
- Melle Khady BA, Maîtrise Anglais, 1 ans d 'expériences

2/Equipe d'Associés à la recherche - action Cabinet SARR. Sarl

- Mansour LY, chargé de cours Histoire - Géographie, 3 ans d'expériences
- Mouhamed KOBAR, BTS Gestion des Entreprises, 2 ans d'expériences
- Moussa TOGOLA, niveau 1ème année sciences-économiques, 2 ans d 'expériences
- Sarithia DIEYE, diplôme informatique générale et bureautique
- Mme Fatou Séné BA, monitrice d 'économie rurale, 14 d'expériences
- Mme Ngissali GUEYE, monitrice d 'économie rurale, 15 ans d'expériences

3/Equipe d'Enquêteurs professionnels du Cabinet SARR. Sarl

- Simon DEMATHA
- Modou NGOM
- Moussa MANE
- Adama MBA YE
- Pape Nguirane DIENG
- Cheikh CAMARA
- Ousseynou Mbaye



PERSONNES RESSOURCES (suite)

15

4/Equipe de Consultants Associés du Cabinet SARR. Sarl

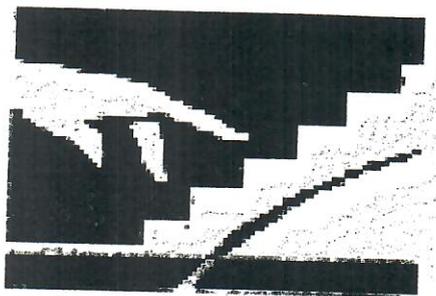
- Dr. Alioune FALL, machiniste rural, 16 ans d'expériences
- Martin FAYE, journaliste spécialiste en communication, 20 ans d'expériences
- Souleymane GUEYE, spécialiste de la foresterie rurale, 20 ans d'expériences
- Birame DIENG, ingénieur des travaux des Eaux et Forêts, 12 ans d'expériences
- Mme Anne CORREA, sociologue, 23 ans d'expériences
- Mme Aminata Ly NIANE, ingénieur en gestion des organisations coopératives, 23 ans d'expériences
- Abdourahim NDIAYE, ingénieur hydraulique, 15 ans d'expériences
- Dr Saliou NDIAYE, agronome et entomologie
- Amadou NIANE, ingénieur agro-économiste, 14 ans d'expériences
- Babacar GUEYE, socio-économiste, 18 ans d'expériences
- Djibril COULIBALY, économiste, 13 ans d'expériences
- Mamadou DRAME, staticien démographique, 13 ans d'expériences
- Mme Rokhaya Diop NDIAYE, spécialiste de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, 4 ans d'expériences
- Mme Ndèye Fatoumata Seck FALL, chargée de cours spécialiste en sciences naturelles, 4 ans d'expériences
- Michel SAGNA, comptable professionnel, 16 ans d'expériences
- Mamadou Falilou DIOP, ingénieur agronome à larges compétences économiques et environnementales, 18 ans d'expériences
- Jean Pierre NDIAYE, technicien du froid et praticien de l'horticulture, 5 ans d'expériences
- Mamadou DIENG, staticien, 13 ans d'expériences
- Papa Mamour DIOP, technicien supérieur en machinisme agricole, 20 ans d'expériences.
- Mansour NIANG, conseiller agricole, spécialiste en appui aux programmes d'ONG et en formation de formateurs, 28 ans d'expériences
- Amadou DIEYE, ingénieur des travaux agricoles, 23 ans d'expériences
- Amadou Moustapha DIOUFn spécialiste du développement agricole, 15 ans d'expériences
- Meïssa FALL, analyste financier, 10 ans d'expériences

CABINET D'ETUDES ET DE CONSEIL
SERVICE APPUI RECHERCHE REPRESENTATION

S.A.R.R. Sarl

RC.97. B. 1675 -NINEA 0201947 -NITI 2.04.201412/B

km 16, Route de Rufisque Thiaroye Azur
SEPCO 1 N° 95 B.P:20 169 Thiaroye Dakar
Tél: (221) 834-32-77 / (221) 834-66-50
GSM: 639-28-20 / Fax: (221) 826-60-40
Email: mbaysesarr@metissacana.sn



RESEAU D'ETUDES ET D'INFORMATIONS
POUR LA MINIMISATION DES RISQUES
D'EXPLOITATION

REMIX

Etudes-Informations

REMIX, c'est comprendre l'entreprise et son environnement.

Une information de qualité sur la conjoncture actuelle et son évolution probable est le gage d'une gestion réussie. Notre réponse est de mettre, à la disposition des entreprises et organisations, une capacité d'analyse et d'anticipation. Avec nous, elles innovent et assurent la pérennisation de leur développement. Nous les aidons à optimiser leurs résultats avec les moyens dont elles disposent.

REMIX, c'est maîtriser sa croissance.

Le progrès qui mène au développement durable, c'est celui qui emprunte les escaliers. Chaque pied, qui gravit une marche, doit y être solidement implanté avant d'aborder la suivante. Le processus de pérennisation, c'est donc un ensemble d'étapes qu'il importe de maîtriser. "Rien ne sert de courir, il faut partir à point".

REMIX, c'est le développement à partir du bas.

Le passage d'une situation de croissance soutenue à un développement durable ne peut s'opérer que dans la mesure où les changements procèdent de l'émergence d'un plus grand nombre de micros, petites et moyennes entreprises. Quelle qu'en soit l'échelle, la bonne gestion est seule garante de la performance de l'entreprise et la performance est, en soi, l'essence de la viabilité.

Avenue Albert Sarraut x Niomré
BP: 11294 - Dakar Sénégal
E mail: remix@enda.sn
Tél.: (221) 822 27 53 – Fax.: (221) 822 27 54

REMIX

EST AGREEE PAR:

- LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
- LA FONDATION DU SECTEUR PRIVE
- L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPALE
- L'UNION EUROPEENNE
- LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

DES COMPETENCES INTERNES

Hamet NDOUR	DESS Gestion du Développement;	(Expert. PME, Micro finance)	Exp.: 7 ans
Aziz WANE	Doctorant Sciences Economiques;	(Expert.: Etudes quantitatives)	Exp.: 4 ans
Mor FALL	DESS Audit Contrôle de Gestion	(Expert. Formation, Micro finance)	Exp.: 11 ans
Mamadou SIDIBE	Maîtrise Sciences Economiques	(Expert. Formation, Micro finance)	Exp.: 7 ans
Sidy Gallo DIOP	DESS Gestion du Développement;	(Expert. PME, Micro finance)	Exp.: 2 ans
Pathé AW	Maîtrise Sciences Economiques;	(Expert. Gestion et Org des PME)	Exp.: 5 ans
Assane SAMBE	Diplômé Ecole d'Adm. des Entreprises	(Expert. Gestion et Org des PME)	Exp.: 20 ans
Ramata Molo AW	Master Economie Rurale;	(Expert. Environnement)	Exp.: 7 ans
Nogoye DIOP	Master Economie Rurale;	(Expert en formation et planif.)	Exp.: 15 ans

DES COMPETENCES EXTERNES

Yankhoba NDIAYE	Professeur Agrégé en Droit	Exp.: 17 ans
Adama DIAW	Professeur Agrégé en Economie	Exp.: 16 ans
Eric SILVESTRE	Spécialiste formation Professionnelle.	Exp.: 20 ans
Amadou Tidiane WANE	Ingénieur Agronome	Exp.: 30 ans
Alassane SAMBA	Docteur Océanographie Spécialiste Pêche	Exp.: 20 ans
Mohamed A. CISSE	Expert comptable agrégé	Exp.: 7 ans
Oulata BA	Expert en développement organisationnel	Exp.: 11 ans



PROMOUVOIR L'INITIATIVE PRIVEE ET AIDER LES ENTREPRISES A S'INSCRIRE DANS UNE DYNAMIQUE DE PERENNISATION

REMIX est un Bureau d'Etudes et d'Informations qui a pour vocation de mettre à la disposition des opérateurs économiques un ensemble d'outils permettant de promouvoir l'entreprise, vecteur de croissance.

L'idée de création du Cabinet émane de consultants confirmés, adeptes du label de l'excellence et de l'éclosion des initiatives privées. Ils ont fait le pari de mettre leur expertise au service de la PME-PMI, vecteur essentiel du développement économique.

L'action de REMIX s'inscrit dans le processus d'assistance et d'encadrement direct porté en direction des promoteurs individuels et des organisations de producteurs. Elle porte également sur des études et analyses sectorielles de filières de production ou de branches d'activité...

REMIX est dépositaire d'une expertise significative dans le domaine de l'artisanat et du secteur informel en général, avec un accent particulier sur les questions relatives à la micro-finance.

En plus de personnes ressources internes de qualité et d'une logistique de pointe, REMIX s'appuie sur un réseau de consultants de haut niveau.

"Le développement, c'est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global".

François PERROUX

Le passage d'une situation de croissance soutenue à un développement durable ne peut s'opérer que dans la mesure où les changements procèdent de l'émergence d'un plus grand nombre de micros, petites et moyennes entreprises performantes.

C'est à cela que s'attelle REMIX.



ETUDES & INFORMATIONS MICROECONOMIQUES

L'amélioration de la productivité résulte d'un processus de changements à susciter, gérer et coordonner dans les domaines relatifs à l'organisation, la production, la technologie, au marché, la formation...

L'amélioration de la productivité de l'entreprise ou de l'organisation dépend et résulte de l'efficacité de sa gestion.

L'action de REMIX consiste à créer, au sein des entreprises et organisations partenaires, les conditions permettant d'obtenir les meilleures performances.

En Direction des moyennes et grandes entreprises

Informations économiques et commerciales :

De par son métier, REMIX dispose d'un réseau informationnel étoffé, d'une banque de données détaillées de plus de 1.000 entreprises et 3.000 cadres supérieurs, ainsi que d'une vision claire du tissu économique. Elle propose donc à ses partenaires de les aider à renforcer leur niveau d'information économique et commerciale ou par le canal du mailing, à diffuser l'information produite au niveau d'une clientèle bien ciblée.

En Direction, des organisations de base ONGs, des petites & micro entreprises.

Etude de faisabilité de projets :

Avoir une bonne idée est une condition nécessaire pour entreprendre, mais encore faut-il qu'elle soit économiquement pertinente.

Recherche de partenaires financiers :

Identification du partenaire susceptible de vous accompagner dans la réalisation de vos projets.

Mise en place de système comptable simplifié :

Formalisation des opérations de sorte à renforcer la crédibilité au regard des autres acteurs et des partenaires institutionnels

Mise en place d'outils d'optimisation de la gestion administrative et financière :

Elaboration de manuels de procédures et de système de contrôle interne en vue de garantir une bonne circulation de l'information interne, de situer les responsabilités et de suivre la bonne exécution des actions.

Formation en gestion et en informatique :

Amélioration du niveau de qualification du personnel et garantir une meilleure productivité.

Suivi et évaluation de projets :

Optimisation de la réussite de vos projets en minimisant les écarts entre les objectifs prévisionnels et les réalisations effectives.

Etude de marché

Une bonne connaissance de son marché est souvent gage de succès dans le positionnement d'un produit sur ce dit marché. Fort d'une équipe rompue aux techniques de recherche, REMIX permet à ses partenaires d'être bien au fait de leur macro environnement et de saisir toutes les données qualitatives et quantitatives liées aux couples produits / marchés.

Intermédiation financière :

L'entreprise, qui maîtrise son produit et son marché, peut être confrontée à des problèmes de financement de sa croissance. REMIX, l'aide dans l'identification de partenaires financiers, dans le montage de dossier et dans la négociation financière.

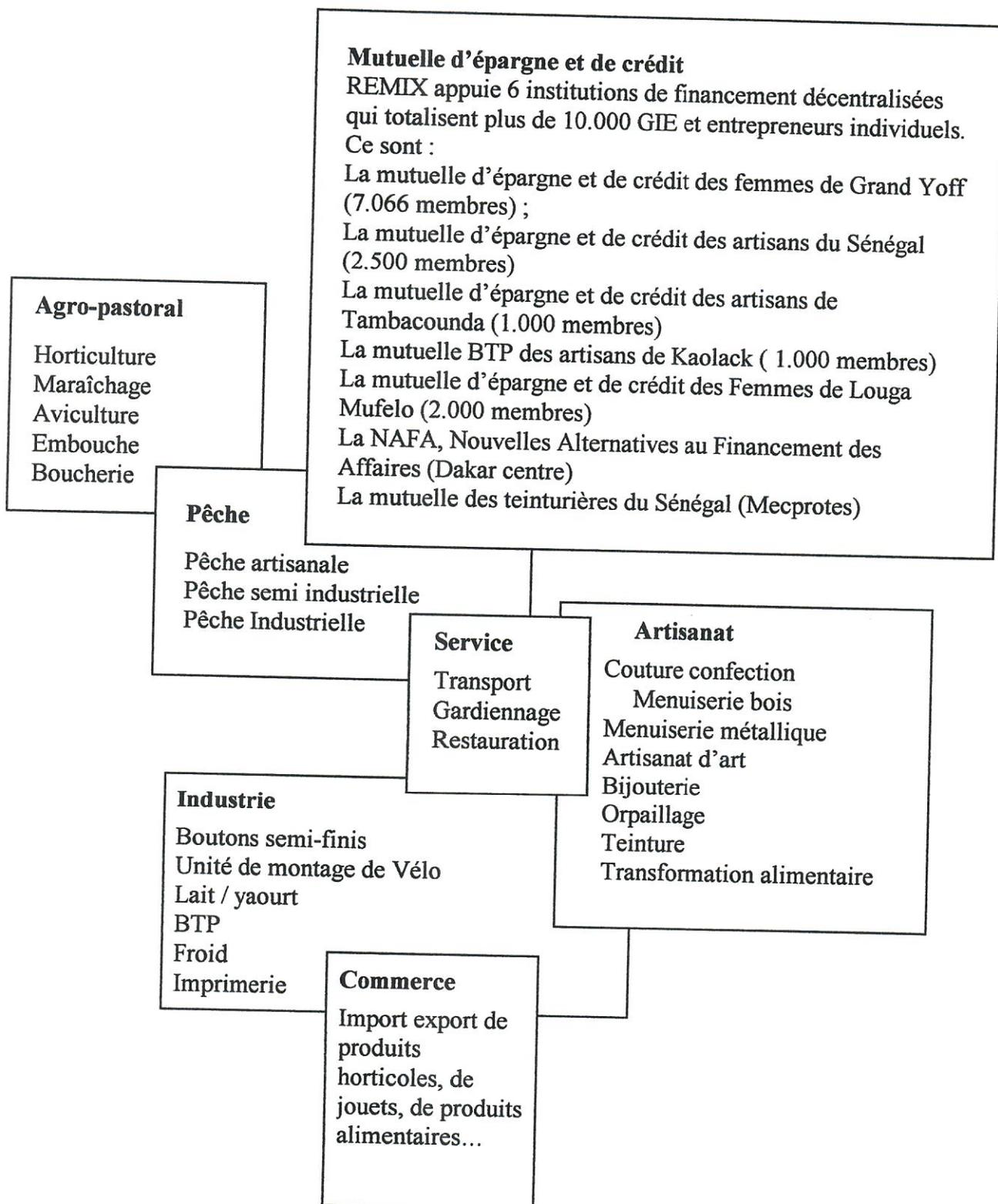
Mise en place d'outils d'optimisation de la gestion administrative et financière :

Asseoir son positionnement sur le marché pose comme préalable que l'entreprise ait une parfaite transparence interne, à tel point qu'il lui soit possible de pouvoir, à tout moment, apprécier ses performances ou d'identifier les goulots d'étranglement qui obstruent son développement.

REMIX aide ses partenaires dans la mise en place de procédures administratives et financières, dans l'établissement de tableaux de bord et de grille d'analyse et d'évaluation.



SECTEURS ET STRUCTURES AYANT DEJA BENEFICIE DE NOTRE APPUI



ETUDES & INFORMATIONS MACRO-ECONOMIQUES

QUELQUES REFERENCES

La minimisation des risques d'exploitation rime avec une connaissance parfaite de l'environnement socio-économique et financier de l'entreprise.

Pour cette raison, REMIX développe un partenariat actif avec les institutions nationales et internationales dans le cadre d'études quantitatives, d'analyses et de réflexions macro-économiques, sectorielles et/ou par filières.

A son actif figurent plusieurs études menées au profit des organisations rurales, de l'artisanat, du secteur informel, etc. La micro finance étant un des axes privilégiés des chercheurs de REMIX.

Elaboration du document préparatoire à la planification stratégique du CONGAD (99-2003) *Janv. 99; Financement CONGAD*

Le CONGAD a porté son choix sur notre cabinet pour réaliser une évaluation de ses relations avec ses partenaires. Cette étude occupera une place centrale dans l'élaboration de sa planification stratégique pour l'horizon 99-2003.

Le substantiel travail d'interprétation et d'analyse des opinions exprimées par les partenaires du CONGAD nous a valu des témoignages de satisfaction de la part de notre commanditaire de l'étude.

Etude sur l'intermédiation financière et la pauvreté au Sénégal *Sept 1997; Financement USAID Washington*

Sous la maîtrise d'œuvre de la DAI, nous avons réalisé cette étude dans le cadre du Programme EAGER, initié par le Département Afrique de l'USAID Washington et piloté par l'Université de Harvard.

Etude des obstacles à la compétitivité et la croissance au Sénégal *Janvier 99 - Financement CREA*

Notre Cabinet a été mandaté par le Centre de Recherche en Economie Appliquée (CREA) pour déterminer avec les décideurs les obstacles à la compétitivité et la croissance dans le cadre d'une étude sur la relance économique et le développement du Sénégal.

Après un état des lieux relatif à l'action des différentes institutions de la micro finance ainsi qu'au mode de financement et au comportement financier des démunis, la démarche consistait à porter une réflexion globale sur les aspects institutionnels (politique monétaire et réglementation) pour déterminer en quoi ils favorisent ou contraignent l'intermédiation financière à l'adresse des pauvres.

Enfin, il a été formulé des recommandations portant sur ces aspects institutionnels et sur le fonctionnement des institutions de micro finance aux fins d'une plus grande accessibilité et d'une plus grande viabilité du système.

Evaluation de l'efficacité de l'Administration Sénégalaise *Août 98 - Financement Université des Nations Unies Tokyo (Japon)*

Ce travail s'intègre dans le cadre d'une étude plus générale visant l'appréciation des performances de l'Administration dans les différents pays Africains. Elle résulte d'un partenariat avec l'Université de Tokyo et le CREA de Nairobi.

Notre connaissance du terrain et notre expertise nous a permis de mener à bien cette mission qui a une importance capitale dans la significativité et la pertinence de l'étude générale menée dans le cadre du programme EAGER piloté par l'Université de Harvard sur financement du Département Afrique de l'USAID



EMPLOI FORMATION

Réflexion sur la formation professionnelle en milieu carcéral

Avril 1997; Financement ENDA

Dans le cadre de son programme Prévention Détention Réhabilitation, l'ONG ENDA Tiers Monde nous a confié la charge de porter une réflexion critique sur la problématique de la formation en milieu carcéral et de proposer et mettre en œuvre un programme de formation adéquate dans l'optique de faciliter la réinsertion des détenus.

Etude des besoins et de l'Offre de formation en milieu artisanal

Janv. 1996; Financement BIT

Il a été question dans ce travail, de procéder à une identification des problèmes opérationnels des artisans et d'apprécier la nature des besoins en formation.

De même, il s'est agi de répertorier les différentes structures ou institutions (formelles ou informelles, publiques ou privées) qui offrent ou qui sont en mesure d'offrir des formations technique, institutionnelle ou managériale à la population cible.

Enfin, il a fallu formuler des recommandations dans le sens d'une meilleure adéquation entre les besoins et l'offre de formation tant en termes de durée, de lieu ou de modalités pratiques.

Nous avons initié une démarche participative en impliquant le personnel de l'administration pénitentiaire ainsi que l'Association des artisans du Sénégal (ADAS) dans l'action de formation technique.

Le choix de l'Association artisanale entre dans l'optique d'un rapprochement des détenus aux opérateurs artisans prompts à les intégrer une fois la liberté retrouvée.

Appui au montage technique et financier du programme de renforcement des Centres régionaux de Formation Professionnelle (CRFP)

Fév - Mars 1998 ; financement Délégation de l'Union Européenne

Ce dossier a été élaboré en collaboration avec Monsieur Eric Sylvestre consultant international. Conformément à l'un de ses principaux axes retenus dans la 8^{ème} FED, à savoir l'appui aux initiatives de base par le biais d'une coopération décentralisée, l'Union Européenne a souhaité renforcer le réseau des CRFP de façon à les rapprocher de leur fonction originelle en matière de formation continue des travailleurs en activité, à les ancrer dans une dynamique de développement de secteur et à les ouvrir sur les technologies appropriées porteuses de croissance et d'emplois.

Travaillant en étroite collaboration avec les partenaires impliqués dans ce programme à savoir la Cellule d'Ingénierie de la Formation, les CRFP, ENDA Graf, BIT, notre action aura porté sur la finalisation d'un document d'étude de faisabilité et la rédaction de la proposition de financement conformément aux règles et habitudes du FED.

En vue d'une pérennisation de l'action de formation, nous avons également ciblé les gardes pénitenciers, responsables des ateliers de formation, de sorte à ce qu'ils puissent eux mêmes assurer la formation en interne en dehors de toute intervention externe.

Expertise financière en vue de la mise en place d'une fondation pour l'appui aux politiques d'éducatons non formel.

Mars - Avril 1999; Financement CRDI

L'objet principal de cette mission a été de proposer toute une instrumentation pouvant assurer la faisabilité financière de la fondation. Ce faisant, la mission a opéré un travail de terrain au niveau des pays initiateurs du projet (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal).

Elle a rencontré les Ministres en charge de l'éducation de base ainsi que les différents partenaires techniques et financiers, de sorte à recueillir les éléments devant permettre d'analyser les différentes sources de financement du projet, d'explorer les diverses stratégies d'expansion de la fondation, de déterminer les modalités de gestion de la fondation et de proposer des stratégies de génération des revenus sur l'investissement du capital. Il s'est agi en définitive de présenter une analyse de la situation actuelle et de proposer différents scénarii de mobilisation des ressources.



APPUI INSTITUTIONNEL ET INTERMEDIATION FINANCIERE

Elaboration d'un manuel de procédure pour l'ONG ASPAB

Mai - Juin 1998

Financement Projet d'Appui aux ONGs

Ce travail s'inscrit dans le cadre du renforcement institutionnel de l'Association Sénégalaise pour la Promotion de l'Agriculture Biologique (ASPAB) qui cherche à optimiser le fonctionnement de son organisation.

Dans la démarche, nous avons d'abord procédé à un diagnostic visant à identifier les différentes entités organisationnelles qui composent la structure; les différents flux informationnels qui circulent entre ses entités et entre l'organisation et son environnement. Cette action a permis de savoir: qui fait quoi dans l'organisation? comment il le fait? quand il le fait?

L'ensemble des informations recueillies ont été ensuite traitées dans l'optique de déceler les différents goulots d'étranglement et dysfonctionnements existant au niveau de ces organisations.

Montage de dossier de financement de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Artisans du Sénégal (MECAS)

Déc. 1997; financement ADPES

Il a été mené une réflexion approfondie sur la structuration et les procédures en vigueur au sein de la mutuelle d'épargne et de crédit des artisans du Sénégal. Un schéma directeur permettant d'asseoir la pérennité de l'institution qui compte 2 500 membres a été défini.

Un programme d'accompagnement de l'institution et de formation du personnel technique et des membres élus de la mutuelle, sur une période d'un an a été arrêté; le financement est co-assuré par les bénéficiaires et l'ONG ADPES.

En étroite collaboration avec les personnes ressources de l'organisation, nous avons conçu au niveau administratif,

un système d'information épousant les exigences et les contraintes des structures. Eu égard au cadre légal défini par le SYSCOA, la démarche, au niveau comptable et financier, a été plus directive.

Encadrement et Montage de dossier de financement de la Mutuelle des Artisans de Tambacounda

Jan 1998; cofinancement : Chambre de Métiers et
Mutuelle de Tambacounda

Audit social et financier, montage de dossier de financement en vue d'une demande de refinancement sur la ligne de crédit mise en place par la BOAD et gérée par le Fonds de Promotion Economique (FPE). Ce même dossier, revu et adapté, a aussi été soumis à l'appréciation et au financement du Fonds de Contrepartie sénégalosuisse. Pour l'heure 60.000.000 F cfa ont pu être obtenus du FPE, le traitement du dossier est en cours au niveau du Fonds Suisse. Un contrat de suivi avec la Mutuelle a été signé; son exécution est en cours.

Système Alternatif de Financement pour les Femmes

Financement Banque Mondiale, nov. 99

Ce travail a été réalisé dans le cadre de la préparation du Fonds d'investissement de base, sur financement de la Banque Mondiale.

Il part d'une analyse comparative de 5 systèmes opérant dans le cadre du financement des activités de femmes ainsi que de celle du cadre légal et réglementaire régissant l'activité d'épargne et de crédit dans les pays de l'UEMOA. Les différents éléments tirés de ces analyses ont permis de proposer un système efficient qui répond aux exigences de souplesse, proximité, accessibilité, viabilité financière.



Appui à la mutualisation des membres de la Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD)

Appui en cours ; Financement : CCIAD

Notre cabinet a été mandaté pour mettre en place une mutuelle destinée à regrouper les ressortissants de la CCIAD. Nous avons débuté ce travail par une mobilisation des ressources humaines et par une campagne de sensibilisation afin de susciter l'adhésion des membres des 4 sous commissions que compte la CCIAD (Agriculture, Elevage, Pêche, Forestiers).

Nous nous sommes ensuite attelés à constituer un comité de pilotage devant conduire la mutuelle sur les fonds baptismaux. Nous avons formé les membres de ce comité sur les questions relatives aux lois et règlements régissant l'activité mutualiste. Nous nous sommes investis dans la préparation des statuts et règlement intérieur de la mutuelle et l'adoption d'un dispositif organisationnel propre à assurer la viabilité et la pérennité de la structure. Nous avons conduit la tenue d'Assemblée Générale constitutive et avons commencé la formation des élus ainsi que celle du personnels de l'institution.

Mission d'évaluation de mutuelles d'épargne et de crédit en vue de l'obtention d'agrément aux financements du Programme de Modernisation et d'Intensification Agricole (PMIA)

Février ; financement : PMIA

Le PMIA, dans le cadre de son appui en direction des mutuelles et groupements d'épargne et crédit actives en zones rurales, a fait appel à notre expertise d'opérateur en microfinance afin de procéder à l'évaluation de structures postulantes.

La première phase de notre mission nous a conduit à nous rendre dans les régions de Louga, Tambacounda et Kolda. L'évaluation proprement dite a concerné un certain nombre de critères : niveau organisationnel, états financiers, antécédents en matière de crédit, approche genre, ressources humaines et formation... Cette évaluation a été assortie d'une série de recommandations qui ont servi de base à l'accréditation des structures postulantes au crédit PMIA.

Elaboration du manuel de procédures et formation des élues de la mutuelle des femmes de Grand Yoff

Avril-Mai 99 ; Co-financement : Fondation Secteur Privé et Mutuelle des femmes de Grand Yoff

Dans l'optique d'un renforcement de ses capacités et de ses ressources humaines, la mutuelle des femmes de Dakar a initié un programme de formation de ses élues, cofinancé par la FSP. Cette formation sera dupliquée vers les membres de la mutuelle en vue de susciter chez eux une meilleure connaissance et une appropriation des différents outils utilisés. C'est dans ce même ordre d'idée que l'on a procédé à la rédaction d'un manuel de procédures définissant le rôle et le fonctionnement de chacun des organes. Ces deux activités sont motivées par les impératifs de viabilité financière et de pérennité qui imposent une certaine rigueur dans la gestion au quotidien de la mutuelle, d'où la nécessité de bien circonscrire l'exercice de cette gestion dans le cadre d'un manuel.



ETUDES SECTORIELLES

Elaboration de la stratégie d'intervention de l'Union Européenne dans les micro activités économiques urbaines dans le cadre du 8^{ème} FED

Sept 1997; Financement FED

La Délégation de l'Union Européenne à Dakar, projetant de porter un appui aux micro activités économiques urbaines, dans le cadre du 8^{ème} FED, nous a confié la charge de la définition du domaine de son intervention. Il a d'abord été question de porter une réflexion critique sur le champ des activités relevant du macro secteur jusque là dit informel, avec pour objectif d'identifier des créneaux porteurs et de justifier la pertinence d'une telle intervention.

Etude Diagnostic du financement du monde rural

Juin 1996; Financement CFD

En collaboration avec MFD, un bureau d'Etudes français spécialisé dans la micro-finance, notre cabinet a réalisé cette étude dans le cadre de la préparation du Programme des Services Agricoles et des Organisations de Producteurs. L'objet de l'étude était de faire un diagnostic participatif de l'existant au Sénégal en matière d'offre financière au secteur agricole et de proposer, au regard des besoins du secteur, les éléments d'une stratégie de financement du monde rural qui pourra guider les interventions des bailleurs de fonds dans ce domaine.

La mission a aussi cherché à analyser les programmes d'appui aux systèmes de financement décentralisé en place et a formulé des recommandations dans le sens d'une amélioration de leur efficacité.

Dans la démarche, nous avons rencontré et recueilli l'avis de plusieurs acteurs, opérateurs ONGs et structures d'appui intervenant dans le secteur. Suite à un atelier organisé avec ces différents partenaires, un document de stratégie assorti d'une pré-étude de faisabilité, a été élaboré.

Etude du transport informel au Sénégal,

Juin 1992; Financement BIT

Ce travail a consisté à mener une analyse détaillée du sous-secteur du transport informel à Dakar aux fins de formuler des recommandations en vue de l'amélioration de son fonctionnement.

Dans la démarche nous avons opéré un travail de terrain, nous rapprochant des différents agents intervenant directement et indirectement dans le secteur.

Cette approche participative a permis de cerner les réalités du milieu et d'intégrer les attentes des opérateurs dans la formulation des recommandations.





REMIX Etudes - Informations

REMIX est un cabinet structuré en deux départements autonomes, ayant en commun l'ambition de promouvoir l'entreprise, la micro entreprise et l'initiative privée.

Chacune des deux entités de REMIX développe son action à deux niveaux:

REMIX ETUDES:

** Appui direct aux micros, petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux structures mutualistes d'épargne & de crédit*

- aide à la réalisation d'idée de projet
- études de faisabilité
- études financières
- suivi & évaluation
- aide à la décision
- études de marché
- conseil en gestion
- formation
- études statistiques et quantitatives

** Analyse et réflexion Méso et Macro-économique:*

- micro finance
- études sectorielles
- études filières

REMIX INFORMATION / COMMUNICATION:

** Communication interne*

- Gestion des flux informationnels
- Elaboration de systèmes d'informations

** Communication externe*

- Collecte, traitement et diffusion d'informations économiques
- Conseil en communication

Avenue Albert Sarraut x Niomré
BP: 11294 - Dakar Sénégal
E mail: remix@enda.sn
Tél.: (221) 822 27 53 – Fax.: (221) 822 27 54

